

~~La profonde crise de régime que traverse la Colombie présente des similitudes avec le phénomène que [Gramsci a appelé « crise organique »](#). Le fait d'y réfléchir sous cet angle clarifie la situation actuelle du pays mais, en même temps, esquisse des stratégies possibles pour des actions autonomes des classes subalternes.~~

La force avec laquelle la grève nationale a émergé et s'est maintenue dans le temps démontre l'existence d'une crise aux racines systémiques et structurelles qui ne peut être surmontée ou résolue par des actions immédiates ou partielles. Le régime pourra tout au plus peut-être aspirer à prendre des mesures qui parviennent à apaiser temporairement les contradictions nées de trente années de néolibéralisme. Mais seulement temporairement, pas définitivement. Ce qui s'exprime dans l'affluence et la persistance des mobilisations est plus profond : le mécontentement de la population ne peut pas se résumer au rejet de la réforme fiscale, à l'origine de la mobilisation.

La Colombie avait déjà connu un processus de mobilisation fin 2019 tout aussi surprenant par la force avec laquelle elle s'était déchaînée. Ces manifestations, tout comme les manifestations actuelles, dénotent une situation latente qui peut être considérée comme *le signe d'une crise organique*. Si les mobilisations ont repris en ce début d'année, c'est parce que les conditions qui les ont fait naître en 2019 restent inchangées. De manière générale, ces conditions peuvent être appréhendées autour de deux points : 1) la crise de l'hégémonie politique de l'uribisme, et 2) la fracture du modèle économique néolibéral.

Ces deux facteurs se conditionnent mutuellement. D'une part, en raison de la position étatiste de l'uribisme^[1] ; d'autre part, en raison des effets historiques que le néolibéralisme a eu sur les sociétés latino-américaines, exacerbant les problèmes sociaux, humanitaires et économiques que la pandémie de COVID-19 a entraînés de manière imprévisible. Cette triangulation des phénomènes sociaux explique l'ampleur de la crise socio-économique et politique que connaît la Colombie aujourd'hui.

L'uribisme en tant que lieu de consensus et de représentation des classes dominantes cesse d'avoir la direction des classes autrefois subordonnées, n'ayant d'autre choix que de faire appel à la domination pure et brutale de la force répressive des armes. C'est la stratégie que le gouvernement a choisie jusqu'à présent même si elle s'est avérée totalement infructueuse pour récupérer l'obéissance des masses. Il ne remplit plus par conséquent la fonction d'orientation culturelle et morale de la société puisqu'il a cessé d'être un sens commun.

Cette rupture a deux autres composantes que Gramsci conçoit dans toute crise organique : d'abord, l'échec politique de la classe dirigeante illustré par l'échec de la réforme fiscale, où de grandes mobilisations ont montré à l'uribisme son énorme faute politique : le rejet massif de son projet ressemble à une estocade. Deuxièmement, nous assistons à l'initiative populaire des masses : le passage de la passivité politique à un certain activisme social qui, de manière spontanée et populaire, se propage à la majorité de la population. Ces deux éléments se combinent pour donner forme à la réalité colombienne d'aujourd'hui : à la fois le recul politique de la classe dominante et une politisation spontanée des masses qui favorise une rupture avec la classe qui détenait le leadership politique et culturel.

Il y a donc une rencontre entre deux éléments : l'objectif-économique et le subjectif-éthique. Nous assistons à une rupture avec les représentants politiques traditionnels et leurs porte-paroles idéologiques (la population colombienne s'en prend également aux

médias et à certains artistes pour leur tiédeur et leur indifférence à l'égard du pays). De larges secteurs des classes moyennes qui ont si longtemps été favorables aux idées de l'urbisme ont décidé de le défier.

La grève nationale (« [El Paro Nacional](#) ») n'est pas quelque chose d'occasionnel ou de passager. Bien que la réforme fiscale présentée par le gouvernement ait été l'élément déclencheur des manifestations, elle n'a été que la soupape de décompression d'un malaise longtemps contenu dans la population. Le rejet de la réforme est devenu le principal slogan qui a rassemblé divers acteurs de la société qui se sont unis autour d'une volonté collective de soutien et de résistance. L'élan, la force et la propagation rapide des manifestations qui ont suivi le 28 avril, de manière spontanée et sans directive d'aucun parti ou organisation politique, sont dus à la lassitude que les majorités sociales éprouvent à l'égard du mode de vie néolibéral.

La Colombie est aujourd'hui une accumulation de mécontent(e)s qui ont trouvé dans la grève le bon moment pour déverser leur rage et leur indignation contre les inégalités et les injustices dont souffrent les secteurs les plus vulnérables de la société (ici la similitude avec les manifestations qui ont éclaté au Chili en octobre 2019, lorsque le président Piñera a promu le » [tarifazo](#) « et a trouvé comme réponse l'écrasante mobilisation populaire).

L'irruption de la subalternité

Par subalternité, nous faisons référence à un ensemble hétérogène de groupes et de classes sociales qui débordent le concept classique de prolétariat ou de salariat. Ces acteurs, sans être nécessairement liés à une organisation politique, se rebellent à un moment donné contre un régime, ce qui, dans [la vision gramscienne](#), constitue « un fait de valeur inestimable ». Jeunes, étudiants, salariés, paysans, indigènes, chauffeurs de camion, chauffeurs de taxi, groupes de femmes, dissidents sexuels, entre autres, tous ces acteurs subalternes descendent dans la rue pour exprimer leur mécontentement.

L'appel à descendre dans la rue est lié à des manifestations d'insubordination populaire qui surgissent spontanément à l'initiative de différents groupes sociaux. Même les secteurs de la société qui n'ont pas l'habitude de manifester se sont joints aux manifestations ou ont entrepris des actions particulières pour soutenir la grève. Ils ont ainsi franchi le pas de la subordination à la reconnaissance de leur propre subalternité, parce qu'ils répondent à une situation qu'ils conçoivent comme injuste.

Les manifestations de mécontentement et de désobéissance civile sont devenues massives et se propagent comme le feu sur une mèche imbibée d'essence. Elles naissent « naturellement », de personnes ordinaires. Il ne s'agit pas d'actions préméditées ou dirigées ; les confédérations syndicales ont seulement appelé à quelques manifestations. L'irruption de « [cacerolazos](#) » successifs, de marches diurnes et nocturnes dans les départements, les villes et les quartiers est ainsi née d'une dynamique de la société civile elle-même, dans un véritable déferlement démocratique. Les gens « d'en bas » s'approprient l'instant et chacun devient protagoniste, dans la mesure de ses possibilités, du moment insolite que nous vivons.

Ces événements témoignent d'une aspiration à la transformation et une rupture avec l'ordre établi. Bien sûr, de manière instinctive et naissante et dans certains secteurs de la population. Cette aspiration est en train de se développer fortement et peut conduire à des

actions et des projets politiques qui peuvent vraiment changer la donne de la politique colombienne. Pour cela, l'élément spontané doit cependant être considéré et interprété dans tout son potentiel. Il signifie que l'aspiration à la transformation commence à prendre la forme d'un besoin historique et organique, qu'il ne s'agit pas d'une demande extérieure et mécanique, ni du slogan d'une minorité intellectuelle éclairée ou d'un parti politique de gauche ou progressiste. Pour reprendre les termes de Gramsci, « ce n'est pas quelque chose d'arbitraire, d'artificiel [mais] d'historiquement nécessaire ».

Les défis du mouvement social

Le rejet des modes traditionnels de représentation et d'explication de la réalité manque, à son tour, d'un nouveau type d'organicité. En d'autres termes, nous sommes confrontés à l'absence de leaders, d'organisations ou de partis pour assumer la direction politique de cette subalternité mobilisée. Lorsque certains secteurs non-conformistes font l'expérience du passage de la passivité à l'expression politique, ils le font en commettant de nombreuses erreurs, des fautes et avec des insuffisances typiques de l'inexpérience et de l'absence de formation politique. Cela peut conduire à des actions immédiates et non calculées.

Tout en reconnaissant le rôle de la spontanéité dans les récentes manifestations, nous devons également considérer les défis qu'elle implique. L'un d'entre eux est son caractère nihiliste : la critique et le rejet de ce qui existe ont donné aux manifestations une très forte visibilité ; cependant (et c'est là qu'intervient le recul de l'uribisme avec le retrait de la réforme ainsi que quelques concessions pour limiter le coût électoral prévisible de ces mesures pour ce courant politique en 2022), le véritable défi consiste à diriger et à orienter l'énorme mécontentement social qui s'est exprimé. Quelles sont les étapes à franchir, voire à explorer, pour dépasser la simple contestation ? En d'autres termes, comment politiser la rage et l'indignation, quels slogans, propositions ou stratégies renforceront la mobilisation des masses ? Quelle que soit l'orientation, une chose est sûre : ces questions et les décisions qu'elles impliquent ne peuvent plus être résolues par le spontanéisme.

La stratégie politique reste une faiblesse des mobilisations sociales au XXI^e siècle. Des Gilets Jaunes en France au Printemps Arabe en passant par le Chili, les mobilisations sont souvent traversées par un esprit anarchiste qui rejette toute forme de représentation politique, désavoue les partis de gauche et critique violemment certains acteurs politiques qui expriment pourtant leur soutien aux luttes sociales.

Ce mépris est souvent justifié par l'incapacité de certains partis à défendre des transformations au niveau de l'État. La négation pure et simple de ces acteurs ne peut cependant en rester à un nihilisme incapable de proposer la construction d'un projet politique alternatif au régime haï. Ces partis souffrent d'un vide de pouvoir structurel, d'un horizon organisationnel et stratégique clair. Un tel problème ne serait pas si urgent à traiter si ce n'était précisément ce vide politique qui permet aux classes dirigeantes de déployer leurs manœuvres réactionnaires.

Telle est l'attitude des manifestants colombiens depuis les marches de 2019 jusqu'à aujourd'hui. En Colombie, comme dans les exemples cités ci-dessus, il existe également de vastes secteurs qui désavouent les dirigeants politiques et les partis de toutes sortes. La question qui se pose alors est de savoir si cette indépendance peut être maintenue indéfiniment et si les changements souhaités peuvent être obtenus sans l'articulation du

~~mouvement dans des organisations politiques qui incarnent les diverses revendications des luttes sociales dans les institutions.~~

Les protestations, aussi nombreuses soient-elles, atteignent à un moment donné un point d'épuisement. Il en va de même pour la combativité des acteurs lorsque les formes d'organisation qui canalisent positivement leurs demandes ne sont pas construites. Les moments d'effervescence sociale finissent ainsi dans la frustration.

Ajustements intrasystémiques

Étant donné les difficultés d'organisation autonome des masses, le mécontentement social pourrait être canalisé par des partis qui se disent progressistes, de centre, de centre-gauche ou libéraux (comme [Alianza Verde](#), [Polo Democrático](#), [Colombia Humana](#) ou [Dignidad](#), pour citer les plus représentatifs dans le cas colombien). Ils constituent un éventail politique que l'on peut qualifier de « réformisme vertical » dicté d'en haut par l'appareil d'État, sans relation organique avec la société civile. Ces acteurs ont en commun le culte de l'État et le conçoivent comme l'arène principale de la lutte pour le pouvoir politique et la transformation sociale. En cela, ils sont très proches de ce que Gramsci appelait « l'idolâtrie de l'État ».

La définition du pouvoir politique pour ces acteurs est l'accumulation de postes au sein de l'appareil d'État. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une approche erronée ou d'un objectif secondaire, c'est une voie quelque peu précaire pour construire une politique véritablement subalterne. Certaines organisations ou figures politiques de ces tendances courent de plus le risque d'être utilisées par les classes dominantes pour se recycler et sauver ce qui peut l'être du régime en crise afin d'empêcher une irruption par le bas vers une rupture radicale avec le système économique et politique.

Selon Gramsci, la classe fondamentale intervient dans ces circonstances pour décapiter la direction politique et idéologique des classes subalternes. Soit par le biais du transformisme, qui se caractérise par l'absorption des représentants issus des masses populaires dans la classe politique conservatrice en liquidant les dirigeants potentiels des classes subalternes, soit par le biais du césarisme ou du bonapartisme, qui suppose un accord entre les classes pour rétablir l'hégémonie de la classe fondamentale sur la base de concessions et de pactes.

L'issue césariste est plus probable dans le cas colombien. Face à la menace de la crise, la petite et moyenne bourgeoisie « prend le contrôle de l'État et maintient le bloc historique existant au profit de la classe fondamentale ». De cette manière, le système ne change pas dans son essence : la bourgeoisie conserve la direction économique et la seule chose qui change est la place de la petite bourgeoisie qui cesse d'être une classe auxiliaire servant de base sociale et de pépinière de cadres pour les classes dirigeantes ; elle n'est plus un appendice du bloc historique, mais occupe une place prépondérante dans l'appareil d'État. Dans ce contexte, certains partis réformistes, qui sont ambigus dans leur soutien à la mobilisation mais très déterminés dès que l'uribisme les appelle à « s'asseoir autour d'une table », peuvent jouer un rôle pertinent.

Construire une alternative

Il existe un aspect qu'il ne faut pas négliger : la profondeur des racines de la crise actuelle en Colombie signifie que ses effets persisteront dans le temps. Il est possible que les efforts déployés par les dirigeants parviennent à la contenir momentanément. Tout au plus pourront-ils l'amortir, mais pas l'éliminer :

« une crise organique n'est pas un phénomène éphémère ou soudain. C'est une situation qui peut durer pendant une longue période historique, pendant des dizaines d'années. »

Il faut s'attendre à une succession de périodes instables de confrontation entre les classes. Il se peut que dans l'immédiat apparaisse une solution de type césariste mais celle-ci ne sera pas une solution définitive à la crise organique. Il s'agira d'un chapitre de la confrontation, une expression de la tension entre l'ancienne et la nouvelle société, dans laquelle la première recourt à toutes sortes de manœuvres pour entraver le développement de la seconde.

Les classes subalternes en Colombie ont la tâche urgente de s'organiser politiquement. La période d'instabilité actuelle peut offrir quelques options. À ce stade, on est bien sûr, tenté d'affirmer que cela doit prendre une configuration profondément sociale et populaire; que cela ne peut pas être l'appropriation des partis existants (progressistes ou de centre-gauche) ; que cela doit être tout le contraire : une création autonome qui, à partir de la société civile et des diverses revendications existantes, reconnaît ses meilleurs porte-parole et représentant(e)s pour former de nouvelles directions et développer les débats politiques nécessaires pour accoucher des stratégies organisationnelles et avancer des propositions dans l'esprit de la mobilisation.

Dans l'idéal, ce serait certainement la bonne chose à faire. Nous devons cependant comprendre la complexité de la construction d'un tel projet politique en Colombie. Nous ne pouvons pas nous bercer d'illusions : le conflit armé qui a tant pesé dans notre histoire a socialement et culturellement enraciné la réaction violente et paramilitaire qui est toujours une option pour les groupes dominants les plus réactionnaires. Pour que toute tentative de changement ne soit pas annihilée, il est indispensable de démanteler les liens institutionnels et étatiques entre les paramilitaires et les groupes économiques.

Pour atteindre cet objectif, il est presque indispensable d'être le compagnon de route des acteurs politiques du secteur progressiste. Cette unité permettra de démanteler les directions militaires et policières et de renforcer la Juridiction Spéciale Pour la Paix ([JEP](#)). Elle rendra possible le démantèlement des réseaux paramilitaires et la poursuite de leurs promoteurs. Cette unité, pourrait en définitive permettre la transformation du scénario politique colombien en faveur de la manifestation populaire. Même en gardant à l'esprit les risques et les contradictions de la solution césariste à court terme (étant donné l'ampleur de la menace de la droite qui se profile), une telle option devient inévitable.

Cet accord n'est pas en contradiction directe avec la construction commune du secteur progressiste et des mouvements sociaux mais il implique un tournant dans les conceptions politiques du secteur progressiste. Dans le cadre d'une alliance avec les secteurs progressistes, les mouvements sociaux pourraient créer les conditions pour le renforcement territorial de leurs organisations, le déploiement d'assemblées, de cercles, etc. qui

~~pourraient servir de laboratoire pour les dirigeants potentiels capables de diriger des~~
processus de changement plus profonds à l'avenir. Si nous avons vraiment le sens de l'histoire, il est clair que la transformation de la société ne peut se réduire à un mandat présidentiel.

*

Santiago Alarcon Zapata est sociologue et coordinateur du séminaire « *Pages de Marx* » de l'école de pensée critique *Maestros de la Sospecha - Fundación Entrelíneas*.

Cet article a été publié en castillan (Colombie) sur le site jacobinlat.com et traduit par Christian Dubucq.

Photo : manifestation à Bogota. Juan Barreto / AFP vía Getty Images.

Notes

[1] Pour une définition de l'uribisme :

<https://français.rt.com/opinions/86466-d-ou-vient-ou-va-colombie-romain-migus>